

LES COOPÉRATIONS SÉCURITAIRES FACE A LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE EN ASIE CENTRALE

PAR

LUCIA MONTANARO-JANKOVSKI (*)

L'Asie centrale est un carrefour stratégique d'où la criminalité transnationale en ébullition pourrait déborder sur l'Occident. Enclavée entre la Russie et la Chine, l'Iran et l'Afghanistan, cette région, qui s'étend sur approximativement quatre millions de km², comprend une population de 56 millions de personnes et se compose de cinq Etats : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (1).

Les événements tragiques du 11 septembre 2001 et l'opération américaine subséquente en Afghanistan ont abouti à une réévaluation des priorités politiques, projetant l'Asie centrale en pleine lumière. Qu'en est-il trois ans après ? La guerre en Afghanistan semble dans certains cas, notamment en Ouzbékistan, avoir créé de nouveaux *stimuli* pour à la fois consolider le pouvoir autocratique déjà en place, limitant et réprimant encore davantage toute expression d'opposition politique, et stimuler les revendications des terroristes islamistes. De surcroît, le chaos créé par la guerre a facilité les activités de la criminalité transnationale, notamment le trafic de drogues, d'armes et de personnes. Comme l'écrit Zbigniew Brzezinski, «à l'ère de la mondialisation, l'insécurité est une réalité» (2).

Notre propos ici est de définir quelles sont les grandes menaces sécuritaires qui pèsent sur l'Asie centrale et comment les traiter. Dans cette perspective, nous nous interrogerons sur l'évolution de l'échiquier eurasiatique : se stabilisera-t-il ou y aura-t-il un effet domino de continuel conflits de basse ou moyenne intensité ? peut-on construire et préserver un équilibre dans cette poudrière ? La criminalité transnationale, combinée aux intérêts géo-économiques – notamment en hydrocarbures –, les luttes d'influence, les perturbations et enjeux du voisin afghan, les tensions ethniques ainsi que les tensions liées à l'eau et au gaz, tout cela permet d'appliquer à l'Asie centrale l'expression de Raymond Aron selon laquelle les relations internationales se déroulent «à l'ombre de la guerre».

(*) Consultante spécialiste de l'Asie centrale, de la Russie et de la Chine.

(1) Eu égard à son isolationnisme politique envers les pays limitrophes, le Turkménistan sera peu traité ici.

(2) Zbigniew BRZEZINSKI, *Le Vrai Choix. L'Amérique et le reste du monde*, Odile Jacob, Paris, 2004, p. 310.

FACTEURS D'INSÉCURITÉ :
TERRORISME ET CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE

L'économie des ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale a chuté en moyenne de 40 % par rapport à 1989 (3) : à présent, 68 % de la population vit sous le seuil de pauvreté au Tadjikistan, 49 % au Kirghizstan et 31 % en Ouzbékistan. Cette pauvreté, accentuée par l'effondrement soudain des services sociaux, sanitaires et éducatifs – qui étaient gratuits pendant l'ère soviétique –, constitue un terrain fertile pour la criminalité. La combinaison du manque d'espace démocratique et de la pauvreté des masses contraste avec une élite nantie et dominante. La frustration politique, qui incite à utiliser progressivement des voies violentes, et la pauvreté endémique rendent plus attractifs le crime organisé, le trafic de drogues et d'armes et le marché noir. La dimension de l'intégrisme islamiste rend cet ensemble plus explosif.

Genèse et mutations de la menace terroriste

Avec le 11 septembre 2001, s'est répandue partout dans le monde la crainte généralisée d'un terrorisme de «nouveau type», qui, «opportuniste, [...] exploite toutes les failles d'un univers global mais instable» (4). Le terrorisme mêle des composantes nationales, religieuses, politiques et mafieuses. Celles-ci imprègnent les populations frustrées, humiliées et sans espoir. Dominique de Villepin considère qu'une «mauvaise gestion des crises peut conduire à gonfler les rangs du terrorisme encore davantage» (5). Qu'est-ce qu'une bonne gestion des crises? Il s'agit surtout d'une gestion qui prend en compte la complexité culturelle et politique de sa localisation et qui trouve des réponses adaptées en traitant les causes de la crise, le fléau lui-même avec ses diverses ramifications, ainsi qu'une construction solide des infrastructures régaliennes légitime renforçant l'Etat de droit. Pour que stabilité et sécurité soient durables, l'approche doit nécessairement être régionale.

Quelles sont les racines de ce terrorisme? La dichotomie entre Islam officiel et Islam parallèle, présente dans les républiques centre-asiatiques, date de la période soviétique (6). Le régime stalinien ayant imposé l'athéisme, des activités clandestines musulmanes se développèrent et des mosquées souterraines furent construites. En 1991, le Président d'Ouzbékistan Islam Karimov prohiba tout parti politique religieux et mouvement islamique. En conséquence, de nombreux islamistes quittèrent l'Ouzbékistan et se firent engager comme militants islamistes rémunérés au Tadjikistan et en Afgha-

(3) Gustavo CAPDEVILA, *Former Soviet Republics still 40% worse off*, CIS, 14 mai 2001.

(4) Dominique de VILLEPIN, «Diplomatie en action», *Politique internationale*, n° 102, hiv. 2003-2004.

(5) *Ibid.*, p. 34.

(6) Olivier ROY, «Les mouvements islamistes en Asie centrale», *Défense nationale*, juil. 2001.

nistan (7). Cette migration régionale de «militants à louer» a facilité le narcotrafic. Juma Namangani, chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) les utilisa pour consolider son organisation à la fin de la guerre civile tadjike en 1997 (8). La motivation déclarée du MIO est le *Djihad*. En septembre 2000, le Département d'Etat américain plaça le MIO sur sa liste des organisations terroristes. De nombreux militants du MIO, d'origines diverses (tchéchène, ouïgoure, kirghize, ouzbèke, tadjike, afghane, pakistanaise), regroupés sur la frontière montagneuse entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, ont opéré des incursions et des prises d'otages au Kirghizstan et en Ouzbékistan en août 1999, 2000 et 2001. La militarisation étrangère de la zone a suscité un court répit.

Il a été allégué que Juma Namangani avait été tué lors des combats en Afghanistan en novembre 2001. Depuis lors, sous l'influence du nouveau dirigeant Yuldashev, le MIO s'est orienté davantage vers un islamisme radical et s'est rebaptisé Mouvement islamique du Turkestan (MIT) (9) : il ne vise plus uniquement l'instauration d'un Etat théocratique islamiste dans la vallée de Ferghana en Ouzbékistan, mais étend sa visée d'Etat islamique à toute l'Asie centrale. Il est donc ainsi devenu une organisation transnationale (10). L'autre organisation islamique opérant dans la région, Hizb ul Tahrir, qui compte environs 20 000 membres, proclame la nécessité de l'instauration d'un califat. Cette organisation suscite une préoccupation croissante chez les gouvernants centre-asiatiques. Certains affirment que le MIO, Hizb ul Tahrir et les séparatistes ouïgours du Xinjiang auraient fait alliance. Des attaques terroristes recommencèrent en 2002, par la main du MIT : en décembre 2002 et en mai 2003, des bombes ont explosé à Bichkek et à Osh au Kirghizstan. Selon un responsable du service de sécurité nationale kirghiz, les membres du MIT arrêtés dans le cadre de ces attaques auraient reçu un entraînement en Afghanistan et en Tchétchénie (11). La résurgence du MIO, aujourd'hui MIT, est manifeste et sa présence a été repérée en 2003 en Afghanistan, au Pakistan, au Cachemire, au Kirghizstan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan (12). On peut donc constater que les organisations terroristes islamistes se sont regroupées en parallèle à la coopération internationale de lutte contre le terrorisme.

(7) Ahmed RASHID, «From Deobandisme to Batken : Adventures of an Islamic Heritage», *Central Asia-Caucasus Institute Form Transcripts*, 13 avr. 2000, p. 2.

(8) Le MIO est la principale organisation terroriste de la région. Cf. Tamara MAKARENKO, «Militant Islam in Central Asia and the Caucasus», *Eastern Europe, Russia and Central Asia*, Europa publications, 2003, pp. 18-24.

(9) Yuldashev est l'ancien responsable de l'idéologie wahhabite au sein du MIO.

(10) Le Turkestan occidental correspond à tout le territoire des cinq républiques centre-asiatiques, tandis que le Turkestan oriental correspond à la province chinoise du Xinjiang. Cf. S. CORNELL/R. SPECTOR, «Central Asia : more than Islamic extremists», *The Washington quarterly*, 25 janv. 2001, p. 196.

(11) «Islamic movement of Turkestan behind attacks in Kyrgyzstan», *Times of Central Asia*, 24-25 juin 2003.

(12) James Purcell SMITH, «The IMU : alive and kicking?», *Central Asia-Caucasus Analyst*, 24 sept. 2003.

La campagne de contre-terrorisme strictement militaire, dirigée par les Américains, a rendu les actions du MIO et l'entraînement de ses membres plus difficiles (13). Cependant, elle n'a nullement traité les causes profondes de ce militantisme islamique belliqueux, c'est-à-dire les conditions socio-économiques en détérioration, le manque d'ouverture démocratique et le fait que l'Islam constitue une réappropriation identitaire. Le danger de conjuguer ces éléments a déjà été démontré dans le passé politique de l'Iran et de l'Algérie, avec les conséquences que l'on connaît. Aujourd'hui, parmi les Etats indépendants d'Asie centrale, c'est l'Ouzbékistan qui a les plus fortes traditions religieuses, mais qui pratique en revanche la politique la plus répressive envers les mouvements islamiques : en 2003, il y avait 6 000 prisonniers religieux en Ouzbékistan (14). La campagne militaire américaine contre le terrorisme dans la région, au lieu de régler le problème des terroristes islamistes et le trafic de drogues, a pu en fin de compte perturber un équilibre national et régional déjà fragilisé, radicaliser les mouvements terroristes et inciter à leur regroupement. Toutefois, ces organisations terroristes n'ont actuellement pas la capacité de renverser les régimes en place dans les républiques d'Asie centrale, même si elles sont source d'insécurité et de déstabilisation. Ces terroristes islamistes oscillent entre l'intérêt financier qu'ils peuvent tirer de leurs activités narcotiques et une cause supérieure.

Dans le cadre de la lutte mondiale contre le terrorisme, de nombreuses mesures ont été prises, qui resserrent l'étau financier sur les terroristes en limitant des ressources qui émanaient de certains Etats et organisations caritatives (15). Cependant, le succès de cette politique a eu pour revers l'incitation de ces organisations terroristes à développer leurs liens et activités avec le crime organisé pour mieux subvenir à leurs besoins financiers et opérationnels. Les sources financières du MIO sont plurielles : le trafic de drogues, d'armes et de personnes, ainsi que des enlèvements avec demande de rançon ; les dons des Ouzbeks émigrés en Arabie saoudite et en Afghanistan et de certaines organisations islamistes telles le Hezbollah et Hizb ul Tahrir, plus quelques fonds privés provenant de la Turquie, du Soudan, d'Arabie Saoudite, d'Iran, d'Afghanistan et du Pakistan (16).

Géopolitique de la drogue et perturbation afghane

Les républiques d'Asie centrale ne sont pas de grands producteurs de drogues, mais, situées entre les grandes régions productrices du Croissant d'or (Pakistan et Afghanistan) et la Russie, elles sont devenues des zones de

(13) «Central Asia : is the IMU still a threat to regional security?», *Eurasia Insight*, 24 janv. 2004.

(14) International Crisis Group, *Central Asia : Islam and the State*, Osh/Bruxelles, 10 juil. 2003.

(15) 3^e Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Liens étroits entre le trafic illicite de drogues*, 1^{er} oct. 2002 ; Thomas M. SANDERSON, «Transnational terror and organized crime : blurring the line», *SAIS Review*, vol. XXIV, n° 1, hiv.-print. 2004.

(16) Orozbek MOLDAIEV, «Terrorism today : how it is financed», *Central Asia and the Caucasus*, vol. XXVI, n° 2, 2004, pp. 24-35.

transit des opiacés et du haschisch (17). De plus, les trafics de drogues en provenance de la Chine et de l'Asie du Sud-Est utilisent de façon croissante l'Asie centrale comme couloir de passage pour aller en Europe (18). La géographie des Etats centre-asiatiques les rend perméables au narcotraffic : les Etats tadjik, ouzbek et kirghiz sont imbriqués les uns dans les autres. Prenons pour exemple le Kirghizstan, dont la route, qui va de la capitale Bichkek à la deuxième ville du même pays, Osh, traverse en plusieurs points le territoire ouzbek : cette imbrication s'ajoute aux problèmes des petites enclaves (enclaves ouzbèkes et tadjikes au Kirghizstan) qui servent de relais aux trafiquants et aux frontières montagneuses qui rendent les contrôles difficiles. Cet ensemble, aggravé par la corruption endémique des douaniers, rend les frontières enchevêtrées très poreuses. Une des routes majeures du trafic de drogues va de Khorog au Tadjikistan à Osh au Kirghizstan, d'où partent ensuite plusieurs voies d'acheminement.

Après que le Mollah Omar eut décrété impie la culture du pavot, le 27 juillet 2000, une chute de 94 % de la production en Afghanistan a été constatée en 2000 et 2001. Cependant, la réponse américaine aux attaques du 11 septembre, qui libéra Kaboul des Talibans, a également servi les trafiquants de drogues. Profitant de la quasi-disparition d'un Etat central et de la situation chaotique du pays, les seigneurs de la guerre ont repris le trafic d'opium. En 2003, 3 600 tonnes d'opium ont été produites en Afghanistan, permettant à celui-ci de confirmer sa place de premier producteur mondial d'opium : 76 % de l'héroïne mondiale provient d'Afghanistan (19); le trafic d'opiacés afghans génère un chiffre d'affaires annuel d'environ 25 milliards de dollars (20). M. Costa, directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, déclara en octobre 2003 : « *il y a un risque manifeste que l'Afghanistan devienne à nouveau un Etat divisé, qui tomberait cette fois-ci entre les mains des cartels de la drogue et des narco-terroristes* ».

Pour les paysans afghans, il existe deux avantages comparatifs en faveur de la culture du pavot : d'une part, le rendement est dix fois supérieur à celui de toute autre culture; d'autre part, l'opium n'étant pas une denrée périssable, il se stocke aisément. La pratique récente de la transformation d'opium en héroïne sur place en Afghanistan permet un transport moins volumineux et moins odorant, l'opium ayant une odeur facilement détectable. Toutefois, cette transformation nécessite l'importation des précurseurs chimiques. Or, les Républiques d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan et le Turkménistan, sont également des territoires de production et des voies

(17) Alain LABROUSSE, *Dictionnaire géopolitique des drogues*, De Boeck, Bruxelles, 2003, p. 745.

(18) Nikolas SWANSTRÖM, « The Southeast Asian and Chinese connection to drug trade in Central Asia », *Central Asia-Caucasus Analyst*, 27 août 2003.

(19) Office contre la drogue et le crime, Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, Vienne, 2003; United Nations Office on Drugs and Crime, *World Drug Report*, 2004, p. 210.

(20) Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, New York, 2002, p. 292.

de transit pour les précurseurs chimiques tel l'anhydride acétique (21). En outre, le Kazakhstan et le Kirghizstan, producteurs illicites de cannabis et d'éphédra – précurseur du métamphétamine – cultivent peu le pavot, malgré un climat favorable et un savoir-faire, surtout kirghiz (22).

La route de la soie, qui traverse l'Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizstan, Kazakhstan) et la Fédération de Russie, est devenue la route principale du trafic d'opium et d'héroïne entre l'Afghanistan et l'Europe. Elle a remplacé l'itinéraire traditionnel qui allait de l'Afghanistan à l'Europe en passant par le Pakistan, l'Iran, la Turquie et les Balkans (23). Ce changement a été favorisé par plusieurs facteurs : la richesse des relations personnelles établies entre citoyens des anciennes républiques soviétiques, mais aussi avec les Afghans depuis la guerre soviéto-afghane de 1979; la perméabilité des frontières; la guerre civile au Tadjikistan de 1992 à 1997; la détérioration des conditions socio-économiques. Enfin, les mesures rigoureuses et efficaces de la République islamique d'Iran pour assurer le contrôle de ses frontières ont entravé l'utilisation de l'itinéraire traditionnel.

Le lien entre Islam politique radical et commerce illicite de drogues représente un danger insidieux et grave pour la sécurité et la stabilité de la région (24). Selon les experts ouziens, les terroristes du MIO contrôlent 70 % des stupéfiants entrant au Kirghizstan. L'Asie centrale est caractérisée par l'enchevêtrement de ces facteurs criminogènes qui sont en perpétuelle compétition pour les filières d'acheminement et de distribution. Aux réseaux narcotrafiquants d'origine locale, MIO et kirghiz opérant en Asie centrale se greffent des réseaux turcs, russes ou chinois et une coalition entre Azéris, Géorgiens et Tchétchènes. Ce trafic de drogue est destiné aux marchés russe, européen et américain. Il est particulièrement lucratif : le prix en Afghanistan du kilo d'opium est de 50\$, celui de l'héroïne de 700\$. Il peut atteindre en Europe 150 000\$ (25).

La route du Nord étant maintenant privilégiée, ce trafic toujours plus important de drogues illicites afghanes fragilise le tissu politique, socio-économique et sécuritaire des républiques d'Asie centrale (26). Il sape l'économie, remplaçant des sources légales par des sources illégales et favorisant la corruption (27). Le salaire mensuel d'un douanier kirghiz

(21) La procédure pour obtenir de l'héroïne est la suivante : d'abord, il faut inciser le pavot pour récolter la résine d'opium, laquelle est transformée en morphine, qui doit à son tour subir un traitement de cinq étapes nécessitant un précurseur chimique, l'anhydride acétique, avant de devenir de l'héroïne.

(22) Jusqu'en 1974, le Kirghizstan était le premier fournisseur mondial d'opium licite, utilisé comme antalgique morphinique.

(23) Office contre la drogue et le crime, Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, Vienne, 2003.

(24) International Crisis Group, *Central Asia : Drugs and Conflict*, Osh/Bruxelles, 26 nov. 2001.

(25) Mohammad-Reza DJALILI/Thierry KELLNER, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, PUF, Paris, p. 585.

(26) Appellation désignant un ensemble de voies d'acheminements de la drogue traversant l'Asie centrale.

(27) Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, New York, 2002, p. 292.

est de 20 à 30 \$US, alors que les militants et trafiquants du MIO sont réputés recevoir un salaire mensuel de 100\$ et 700\$US pour un chef, ce qui rend les douaniers plus vulnérables à la corruption. Les exemples de corruption, même aux plus hauts niveaux, sont légion : le chef de la police de Takhtabazar au Turkménistan chapeautait, parallèlement à ses fonctions officielles, une organisation criminelle qui échangeait des bijoux nationaux contre des drogues d'Afghanistan ; en 2000, la voiture de l'ambassadeur tadjik au Kazakhstan fut interceptée avec 62 kilos d'héroïne et 54 000\$ (28). D'autre part, le trafic de drogues s'accompagne généralement d'un trafic d'armes. L'abondance et la disponibilité des armes légères en Asie centrale sont un facteur supplémentaire de déstabilisation (29).

Prolifération d'armes de destruction massive

La prolifération d'armes de destruction massive (ADM) aux mains des terroristes s'impose comme une préoccupation majeure en ce début de siècle. La résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU (28 avril 2004) relative à la lutte contre la prolifération des ADM oblige les Etats membres de l'ONU à appliquer des législations interdisant à tout acteur non étatique «*de fabriquer, de se procurer, de mettre au point, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques, leurs vecteurs*» (missiles, fusées) et les «*matières connexes*».

Le recours aux armes nucléaires par les terroristes en Asie centrale semble encore peu probable, mais l'usage de substances radioactives, armes biologiques ou chimiques ne peut être exclu. Selon certaines estimations, il pourrait y avoir dans les ex-républiques soviétiques 40 000 armes nucléaires mal sécurisées, mal contrôlées et mal stockées (30). Celles-ci sont vulnérables au vol et donc accessibles à des terroristes. Fin septembre 2004, les forces de sécurité kirghizes ont saisi soixante conteneurs de Plutonium 239, qui avaient été volés dans leurs bases. Le porte-parole du Comité national de sécurité kirghiz a souligné que la quantité de plutonium saisi était suffisante pour produire une bombe sale (31). Ces armes radiologiques mêlent un explosif classique à des produits radioactifs et sont parfois ajoutées au catalogue des ADM (32).

(28) Tamara MAKARENKO, «*Drugs in Central Asia, Security Implications and Political Manipulations*», *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 32, juil.-déc. 2001, pp. 87-115.

(29) Bobi PIRSEYEDI, *The Small Arms Problem in Central Asia : Features and Implications*, UNIDIR, Genève, 2000.

(30) Graham ALLISON, «*How to stop nuclear terror*», *Foreign Affairs*, vol. LXXXIII, n° 1, janv.-fév. 2004, pp. 64-74.

(31) AFP, *Bichkek*, 28 sept. 2004.

(32) Jean-Dominique MERCHET, «*La vérité sur les armes de destruction massive*», *Politique internationale*, print. 2004, n° 104, p. 187 et s.; Andrew NEWMAN, «*Arms Control, Proliferation and Terrorism : the Bush Administration's Post-September 11 Security Strategy*», *The Journal of strategic studies*, vol. XXVII, n° 1, mars 2004, pp. 59-88.

Dans les suites de l'effondrement de l'Union soviétique, les nouvelles républiques n'ont pas obtenu le contrôle opérationnel sur les armes nucléaires et la majorité de celles-ci ont été transférées en Russie. Le Kazakhstan, qui détenait entre autres 1 410 têtes nucléaires stratégiques et de nombreuses armes nucléaires tactiques, a été un Etat modèle dans cette coopération avec la Russie, ainsi que dans le respect des normes internationales de non-prolifération. Toutefois le Kazakhstan stocke encore des quantités considérables de matériel nucléaire à Aktau. Selon le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale, cette région devra être totalement exempte d'armes nucléaires et des mesures efficaces pour assurer le respect de ce régime de non-prolifération devront être mises en place (33). Toutefois, pour cela, l'aide de la communauté internationale est nécessaire. Or, le manque de progrès dans le partage des renseignements sur le trafic illicite nucléaire et dans l'amélioration des conditions sécuritaires des sites nucléaires montre combien la coopération internationale est difficile dans ce domaine (34).

La sécurité internationale autour des stocks d'agents pathogènes biologiques dangereux a également besoin d'être améliorée pour en empêcher le vol à destination des terroristes. En effet, avant sa dissolution, l'Union soviétique avait un immense programme d'armes biologiques employant 65 000 personnes, produisant entre autres, annuellement, 1 500 tonnes de la bactérie tularémie, 4 500 tonnes d'anthrax, 1 500 tonnes de la bactérie de la peste bubonique. Il existe des stocks d'armes biologiques à Stepnogorsk au Kazakhstan (35). Les récentes attaques à l'anthrax en 2001 aux Etats-Unis ont renouvelé la crainte du terrorisme biologique : les attaques biologiques sont silencieuses, peu coûteuses et ne connaissent pas de frontières géographiques. D'après Scott Layne, tuer une personne avec une arme nucléaire coûterait un million de dollars américain, mille dollars avec une arme chimique et un dollar avec une arme biologique (36). Des experts considèrent que la propagation d'une maladie infectieuse suite à une attaque bio-terroriste peut prendre moins de trente-six heures pour traverser le globe (37).

(33) Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Création de zone dénucléarisée en Asie centrale*, 52/38S, 9 déc. 1997, et 53/77A, 9 déc. 1998; Bernard SIONNEAU, «Le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale», *Stratégie*, n° 77, 2000, pp. 103-128.

(34) W.C. POTTER/C.D. FERGUSON/L.S. SPECTOR, «The four faces of nuclear terror», *Foreign Affairs*, vol. LXXXIII, n° 3, mai-juin 2004, pp. 130-132.

(35) Joseph CIRINCIONE, *Deadly Arsenals : Tracking Weapons of Mass Destruction*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2002.

(36) S.P. LAYNE/T.J. BEUGELSDIJK, «High-throughput laboratories from home and national security», *Biosecurity and Bioterrorism*, vol. 1, n° 2, 2003.

(37) M.L. OSTFIELD, «Bioterrorism as a foreign policy issue», *SAIS Review*, vol. XXIV, n° 1, hiv.-print. 2004.

ENJEUX ET RÉPONSES SÉCURITAIRES
MULTIDIMENSIONNELLES*Le renouveau du «Grand Echiquier»*

L'Asie centrale est redevenue un théâtre primordial du jeu géopolitique mondial. C'est une arène de rivalités entre puissances étrangères qui tentent d'influer sur les Etats centre-asiatiques. H. J. Mackinder, géopoliticien britannique, déclarait déjà en 1904 que, si une puissance gouvernait l'espace eurasiatique, elle dominerait le monde. Selon lui, dans cette région pivot du monde, existent toutes «*les conditions d'une mobilité de la puissance économique et militaire, mobilité lourde de potentialités*» (38). Zbigniew Brezinski considère pour sa part que l'avenir du monde se joue en Asie centrale : pour maintenir leur suprématie mondiale, les Etats-Unis doivent avant tout maîtriser le «*Grand Echiquier*» que représente l'Eurasie (39). L'Asie centrale est stratégiquement importante à plusieurs titres : géopolitique, du fait qu'elle constitue le pont entre l'Europe et l'Asie; géo-économique, par ses ressources en pétrole, en gaz, en uranium et en or. Enfin, être situé en Asie centrale signifie se trouver aux portes de la Russie, de la Chine et de l'Inde.

L'indépendance des cinq Etats centre-asiatiques a éveillé toutes les convoitises. Cela, ajouté aux besoins financiers de ces pays rend ceux-ci vulnérables aux influences extérieures des puissances globales et régionales. Ainsi, après le vide politique et structurel créé par l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie tente, avec une dynamique plus intense sous la présidence de Vladimir Poutine, de regagner sa sphère d'influence.

Suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, le recentrage de la géopolitique globale s'est fait autour de la coopération militaire contre le terrorisme international. L'Asie centrale s'est trouvée soudainement en pleine lumière : d'abord en tant que base militaire ayant une contiguïté idéale avec le théâtre de la guerre contre les Talibans afghans; ensuite, les Américains mettent à profit leur présence pour enraciner leur influence dans la région et tentent d'assurer leurs approvisionnements d'hydrocarbures avec des sources alternatives ou complémentaires de celles de l'Arabie saoudite. Cependant, cette région riche en hydrocarbures, comme les chemins de transit des éventuels futurs oléoducs à travers l'Afghanistan, a besoin d'être sécurisée.

L'architecture sécuritaire

Vu le fonctionnement de la criminalité centre-asiatique, la sécurité nationale ne peut être conçue uniquement dans un cadre étroitement national. Il convient de se demander s'il existe un système de sécurité régionale en

(38) H.J. MACKINDER, *Le Pivot géographique de l'histoire*, 1904, *Stratégie*, n° 55, 1992, pp. 11-29.

(39) Zbigniew BREZINSKI, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997, p. 273.

Asie centrale et, si un tel système existe déjà dans la région, en quoi il consiste.

L'architecture d'un système sécuritaire en Asie centrale commence à prendre forme. Elle se compose de différentes strates : nationale, sub-régionale (telle la coopération entre le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan), régionale (Organisation de coopération centre-asiatique), méta-régionale (Organisation de coopération de Shanghai, qui inclut la Russie et la Chine) et internationale (ONU, OTAN, Europe, Etats-Unis). Ces diverses structures en Asie centrale manquent souvent de coordination, de consolidation et parfois même se chevauchent ou sont en compétition. Or, la nature transnationale de la criminalité en Asie centrale – terrorisme, drogues, extrémisme religieux, séparatisme – a conduit à un consensus : ces problèmes sécuritaires ne peuvent être traités que dans un cadre collectif, de préférence régional. Le succès du système de sécurité multidimensionnelle et la garantie de la stabilité politico-militaire et socio-économique en Asie centrale dépendront donc non seulement des capacités de coopération, mais également de l'approche régionale intégrée de la lutte contre la criminalité transnationale (40), avec l'objectif de réaffirmer le contrôle de l'Etat sur les zones grises.

Cependant, les divers Etats et organisations poursuivent des intérêts divergents qui sont difficiles à harmoniser. Quelle dynamique est prioritaire ou pourra prévaloir pour les Etats d'Asie centrale ?

Dynamiques régionales

Les structures sécuritaires régionales en Eurasie centrale ont souvent tendance à être plus consultatives que décisionnelles. Indépendantes depuis peu, les gouvernants centre-asiatiques oscillent entre leurs réticences à déléguer des prérogatives et leurs besoins de combattre la criminalité transnationale dans un cadre collectif. De plus, le manque de ressources financières ralentit la mise en œuvre des projets.

La Russie

Dans le cadre de la coopération sécuritaire régionale ou internationale, tout ou presque tout en Asie centrale se fait par le biais des Russes : la région appartient encore clairement à la sphère d'influence russe. S'il existe évidemment parfois des réticences, il n'en reste pas moins que, tout comme la langue, la culture, les habitudes, les infrastructures ainsi que les armements sont communs avec la Russie, la coopération avec celle-ci est privilégiée. Pourtant, du fait de la présence américaine et de la coopération accrue entre les Etats centre-asiatiques et les Etats-Unis depuis fin 2001, de

(40) Murad ESENOV, *Russia's new Southern border : Western Siberia-Central Asia*, IISS.

nombreux auteurs en ont conclu à la fin prochaine de l'influence russe et de l'intérêt de ces Etats pour l'OCS. Toutefois, trois ans après, force est de constater qu'il n'en est rien. La situation est bien entendue devenue plus complexe, mais l'Asie centrale demeure largement dans le giron russe. Malgré la légendaire réticence ouzbèke à l'égard de la Russie, un haut responsable déclara au sommet 2004 de l'Organisation de coopération centre-asiatique : « nous sommes tous unanimes à propos de la reconnaissance de l'intérêt stratégique à long terme de la Russie en Asie centrale ainsi que de son rôle dans la stabilité et sécurité régionale » ; la Russie est « le partenaire naturel » des Etats centre-asiatiques (41). Certains auteurs considèrent que « Moscou instrumentalise, en réalité, le thème de l'insécurité centre-asiatique pour faire revenir dans le 'giron russe' les Etats de la région » (42). Cependant, ne peut-on pas considérer que cette instrumentalisation est également opérée par les gouvernants américains, chinois et centre-asiatiques, au service de leurs intérêts nationaux ?

Le Président russe Vladimir Poutine s'est beaucoup intéressé au rapprochement avec l'Asie centrale depuis le début de sa présidence. Deux éléments fondamentaux dans la perpétuation de cette relation privilégiée sont, d'une part, la formation d'officiers centre-asiatiques en Russie et, d'autre part, le transfert d'armements. Cette formation est gratuite pour les officiers ressortissants des pays de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) composée du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, de l'Arménie, de la Biélorussie et de la Russie. Les membres de l'OTSC peuvent acheter des armes au prix interne, c'est-à-dire au même tarif que l'armée russe. La Russie est le principal fournisseur d'armements dans la région, devant la France, la Chine et les Etats-Unis : malgré les tentatives des Etats-Unis et de l'OTAN pour convaincre les gouvernements centre-asiatiques d'adopter les standards occidentaux d'armements, ces républiques n'ont pas les finances nécessaires pour une telle transformation de leur infrastructure militaire, qui impliquerait de nombreuses difficultés techniques et nécessiterait beaucoup de temps de mise en œuvre. Il est par conséquent probable que la Russie maintiendra sa position privilégiée dans ce domaine.

Les trois Etats d'Asie centrale les plus proches politiquement de la Russie sont le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le Turkménistan est un pays neutre et l'Ouzbékistan a une politique nationaliste plus prononcée, une armée plus forte et privilégie davantage son partenariat américain. Selon les dires récents de leurs présidents respectifs, l'avenir du Kirghizstan et du Tadjikistan n'est pas concevable sans l'appui de la Russie, ne serait-ce que pour leur stabilité et leur sécurité (43). Au Tadjikistan, 20 000 gar-

(41) Sommet du 28 mai 2004, au Kazakhstan.

(42) Isabelle FACON, « Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français de relations internationales*, vol. V, 2004, pp. 653-666.

(43) Maria UTYAGANOVA, « Russian military base in Kyrgyzstan reflects governments need for backing », *Central Asia-Caucasus Analyst*, 18 déc. 2002.

des-frontières et soldats russes demeurent postés sur la frontière montagneuse tadjiko-afghane (44). En 2002, lors d'une opération de grande envergure, les Russes confisquèrent des drogues d'une valeur supérieure à un milliard de dollars et arrêtèrent 300 grands trafiquants. Un tel succès a été renouvelé en 2003 dans le cadre de l'OTSC, permettant de saisir deux tonnes de drogue (45).

Leadership bicéphale sino-russe en Asie centrale à travers l'OCS

La Chine et la Russie sont les deux plus grands voisins des républiques d'Asie centrale. Dans leur rôle de leadership bicéphale, elles se considèrent comme les gendarmes de la région et les gardiens de son équilibre. Les États centre-asiatiques – à l'exception du Turkménistan – se sont réunis autour de ces deux puissances dominantes dans le cadre d'un groupe devenu l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en juin 2001. Cette évolution importante de la relation stratégique sino-russe ne fait que renforcer leurs liens (46). En effet, leurs intérêts convergent fortement en Asie centrale, ce qui s'explique à la fois par la géopolitique énergétique et le besoin de sécurité et de stabilité régionales.

L'OCS est une organisation de sécurité collective qui a pour ambition de lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux, ainsi que les trafics de drogues et d'armes, fléaux dont pâtiennent la Chine et la Russie, dans le Xinjiang et en Tchétchénie. Ce mécanisme méta-régional de coopération de défense, nommée initialement le Groupe de Shanghai, a été créé en 1996, à l'initiative de Pékin, pour délimiter et démilitariser les frontières entre ses membres (Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan). Toutefois, l'expansion du militantisme islamique dans la région a modifié la perspective des États membres, les conduisant à se concentrer sur la nécessité d'assurer une coopération sécuritaire large, portant sur des domaines comme la politique, l'économie, la sécurité militaire, la diplomatie et l'énergie. L'Ouzbékistan a ressenti lui aussi ce besoin de coopération régionale sécuritaire pour faire face aux terroristes islamistes : Tachkent, dans sa valse d'hésitations cycliques avec Moscou et ses voisins centre-asiatiques s'est alors trouvé en phase de rapprochement en juin 2001 et devint membre de ce qui fut rebaptisé l'Organisation de coopération de Shanghai. La politique extérieure des Ouzbeks est double : ils entrent dans diverses organisations et coopérations ; parallèlement, ils peuvent avoir une politique

(44) Il est prévu que les troupes russes sur la frontière afghano-tadjike transfèrent leur compétence à leur homologues tadjiks en 2006 : cf. « Putin's visit : expectations and misgivings », *Times of Central Asia*, 15 oct. 2004.

(45) Irina ZHUMUIDA, « The Golden crescent and Central Asia : heroin expansion », *Central Asia and the Caucasus*, vol. XVI, n° 4, 2002 p. 55.

(46) Lucia MONTANARO-JANKOVSKI, « Chine-Russie : des intérêts convergents », *Questions internationales*, n° 6, mars-avr. 2004.

hostile, telle celle de miner leur frontière, causant ainsi de nombreuses victimes.

Toutefois, leur volonté de combattre le terrorisme est claire. Le centre de lutte contre le terrorisme sera ainsi établi à Tachkent. Des exercices militaires conjoints de lutte contre le terrorisme et pour la libération d'otages ont eu lieu dans le cadre de l'OCS en août 2003 sur les territoires kazakh et chinois. Des troupes des armées de terre, de l'air et les services de renseignements de cinq des six membres de l'OCS ont participé aux manœuvres militaires. En juillet 2004, l'opération «Frontière 2004» a renouvelé cette expérience entre le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Kazakhstan et la Fédération de Russie. D'autres exercices conjoints sont prévus entre les Russes et les Ouzbeks. Compte tenu des difficultés que les grandes organisations interétatiques, telles les Nations Unies et l'Union européenne, ont rencontrées pour aboutir à une coopération des effectifs militaires, les réalisations rapides de l'OCS dans ce domaine sont remarquables. L'OCS prévoit également la création d'un mécanisme multilatéral d'actions communes en matière d'alerte et de prévention de conflits. Suite au nouveau souffle donné à l'OTSC, celle-ci et l'OCS semblent constituer les clefs de la coopération sécuritaire en Asie centrale.

Les Etats centre-asiatiques ressentent le besoin de coopérer entre eux, mais souhaitent également être protégés par les deux grands, la Russie et la Chine, l'une contrebalançant l'autre. Dans le même temps, en quête d'aides financières et par souci de réaffirmer leur indépendance, ils coopèrent avec les Etats-Unis. Cependant, la priorité des Etats-Unis reste l'opération en Afghanistan : c'est ainsi que le Kirghizstan a été déçu par l'assistance américaine et se rend compte qu'il ne pourra guère s'appuyer sur les Etats-Unis pour intervenir et protéger sa sécurité nationale contre les attaques terroristes. Dans ces conditions, le Kirghizstan est donc tourné une fois encore vers son ancienne puissance tutélaire, la Russie. Par suite, les bases militaires américaines (à Manas) et russes (à Kant), dont l'installation s'inscrit dans une logique d'équilibre de puissance et d'influence, n'y sont distantes que de 30 km. Le Président kirghiz Askar Akaev affirme cependant que «*le Kirghizstan n'est pas le lieu de confrontation, mais, le lieu de coopération*» d'une lutte contre la menace commune qu'est le terrorisme (47).

L'un des grands obstacles à une coopération sécuritaire efficace, au sein de ces différentes organisations et dans le cadre des relations interétatiques, est constitué par le problème du partage des renseignements, insuffisamment sécurisés. Il y a en effet trop de fuites et de corruption à tous les niveaux. En conséquence, il n'est guère possible d'échanger certaines informations au risque de nuire à des objectifs sécuritaires nationaux.

(47) Askar AKAEV, *Thinking of the Future with Optimism*, 2004.

Dynamiques internationales

Les dynamiques internationales dans la région sont principalement motivées par la maîtrise du débordement des menaces sécuritaires et les enjeux des hydrocarbures (48). Les Etats centre-asiatiques font preuve de pragmatisme. Aussi peut-on constater des coopérations à géométrie variable, répondant soit aux intérêts stratégiques du moment soit à une construction de long terme.

Les Etats-Unis

Les Etats-Unis ont privilégié les relations bilatérales par rapport à une approche régionale. Ils ont déployé leurs troupes sur des bases militaires en Ouzbékistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan. L'Ouzbékistan a, immédiatement après les attentats du 11 septembre, offert l'utilisation de ses bases militaires par les troupes américaines. En retour, le pays a reçu 160 millions de dollars d'aide militaire. Cette relation privilégiée entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis a renforcé le statut de puissance régionale de l'Ouzbékistan (49). Dans le même temps, elle a accentué l'ambivalence de la politique ouzbèke à l'égard de ses voisins. Depuis l'été 2003, le Kazakhstan s'est également rapproché de l'OTAN, des Etats-Unis et de la France, prévoyant diverses coopérations militaires (50). De son côté, l'OTAN, organisation perçue dans la région comme un vecteur de l'influence américaine, a manifesté un intérêt accru pour l'Asie centrale en nommant à l'automne 2004 un représentant spécial pour cette région.

Il convient de s'interroger sur la durée de la présence militaire américaine en Asie centrale (51). Donald Rumsfeld déclare que les Etats-Unis resteront le temps que cela prendra pour éradiquer les terroristes d'Al Qaïda et les milices talibanes. Cependant, n'est-ce pas précisément la présence américaine qui risque de provoquer un regain de l'activisme islamique? De plus, la lutte contre les drogues illicites n'est pas actuellement une priorité américaine (à la différence de la lutte contre le terrorisme), d'autant que seulement 10% de l'héroïne sur le marché américain proviennent de cette région (52).

(48) Georges ESTIEVENART, «L'Union européenne élargie : un marché unique pour les drogues illicites», *Questions internationales*, n° 8, juil.-août 2004.

(49) Accord américano-ouzbek signé le 7 octobre 2001 et Déclaration de partenariat stratégique du 12 mars 2002.

(50) Roger N. McDERMOTT, «The Kazakh military looks West», *Central Asia-Caucasus Analyst*, 16 juil. 2003.

(51) Hélène PRADON, «Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale», *Annuaire français de relations internationales*, vol. IV, 2003, pp. 161-176.

(52) Alain LABROUSSE, «La géopolitique des drogues en 2003», *Futuribles*, n° 289, sept. 2003; Conseil de sécurité des Nations Unies, Résolution 1373, 28 sept. 2001.

L'Union européenne

Malgré l'intérêt géo-économique, notamment en matière d'hydrocarbures, et malgré la menace à la sécurité européenne que constitue la criminalité transnationale en Asie centrale, la présence de l'Union européenne en Asie centrale est peu visible. Bien que 80 % de l'héroïne sur le marché européen proviennent de l'Afghanistan et transitent majoritairement par l'Asie centrale *via* des terroristes islamistes, il n'y a pas de coopération sécuritaire opérationnelle avec l'Union européenne, en attendant la ratification et l'entrée en vigueur de la Constitution européenne. Dans ces conditions, le niveau opérationnel se fait surtout de façon bilatérale entre un pays européen, notamment l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, et un Etat centre-asiatique.

Deux programmes concrets sont en action, CADAP et BOMCA. Le premier concerne la lutte contre le trafic de drogue et le deuxième la gestion des frontières. CADAP prétend instaurer une série de filtres entre la source majeure d'opiacés et d'héroïne en Afghanistan et l'Europe occidentale : pour se faire, une série de programmes d'assistance technique a été mise en place pour intercepter les drogues dans la CEI, les Balkans, l'Europe centrale et orientale (53).

Parallèlement, l'Union européenne entend traiter les causes profondes du terrorisme : pauvreté, manque d'espace démocratique, corruption. Elle fournit une assistance technique dans les domaines de la police, de la justice et des douanes. Elle a également initié des mesures de prévention de conflits dans la vallée de Ferghana, incitant à la communication entre les populations, tout en privilégiant une approche régionale du problème. Il a été décidé que la politique de voisinage européenne incluait les Etats du sud du Caucase mais excluait les Etats centre-asiatiques. Par suite, il est probable que la politique européenne ne s'affirme que lentement en Asie centrale.

PROSPECTIVES : LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE

Il faut prévenir l'escalade des facteurs d'insécurité et empêcher qu'ils se transforment en crise ouverte. Parviendra-t-on à les juguler ? Quelle stratégie choisir ? Le terrorisme et la criminalité organisée sont caractérisés par leur mobilité et leur mutabilité : en conséquence, les réponses doivent l'être aussi. Les analystes gouvernementaux ou indépendants privilégient souvent une stratégie uni-modale dans la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogues et contre le crime organisé. Les Américains donnent la priorité à la stratégie sécuritaire, surtout au sens d'intervention militaire. Or, il existe toute une panoplie de stratégies pour combattre ces fléaux. Le pro-

(53) Entretien à la Commission européenne; *Central Asia Regional Strategy Paper 2002-2006*, adopté par la Commission le 30 octobre 2002.

blème est que si l'on se limite à traiter uniquement les symptômes du terrorisme et non les causes – c'est-à-dire les facteurs qui engendrent et entretiennent le terrorisme et le crime organisé –, il est probable que cette stratégie ne sera pas efficace. On ne peut dissocier le terrorisme, le trafic de drogues et le crime organisé en Asie centrale : ces domaines sont connexes et se chevauchent complètement. Dans cette perspective, la stratégie américaine, qui consiste à combattre d'abord le terrorisme, reléguant la lutte contre le trafic de drogue au deuxième plan, semble destinée à se révéler insuffisante à long terme.

Il serait impératif qu'existe un équilibre dans les réactions et actions face aux fléaux de la criminalité transnationale et les menaces d'insécurité, un juste milieu entre sur-réaction et sous-réaction (54). Il faudrait également préserver un équilibre entre les coopérations en respectant les sphères d'influence. L'équilibre entre les différents moyens de lutte contre la criminalité transnationale est certes difficile à trouver, mais si la réponse est trop sécuritaire, elle risque de provoquer l'effet inverse et de stimuler une situation explosive. Si la réponse est trop sociale, elle risque d'être perçue comme faible, dès lors qu'elle ne passe pas par l'affirmation des pouvoirs régaliens de l'État. Si la réponse se concentre trop sur les gouvernements et associations qui financent les terroristes, cette même politique peut pousser les terroristes à se terrer davantage dans la clandestinité et la criminalité transnationale.

Il découle de cela que la réponse à la criminalité transnationale doit être multidimensionnelle et provenir d'une approche fondamentalement régionale. L'avenir de cette région repose sur deux piliers : tout d'abord, la capacité de convergence sécuritaire des États centre-asiatiques, malgré des obstacles telle l'ambivalence de la politique extérieure ouzbèke, mélange d'amitié, de coopération et d'hostilité; ensuite, la démocratisation de ces États avec l'aide de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), permettrait de réaliser une transformation de ces systèmes politiques (en effet, le manque d'espace d'expression politique suscite tensions et voies clandestines). La dimension politico-militaire va de concert avec la dimension humaine pour la stabilité de l'Asie centrale. En outre, l'équilibre régional sera assuré par la balance des influences des grandes puissances extérieures.

(54) Gareth EVANS, *Where Are We in the War on Terrorism?*, International Crisis Group, mars 2004.